

étude de cas

Auteurs : Fourrier & Lavie



Les spécificités des territoires ultramarins français

Étude de cas : comprendre ce qui rend les territoires ultramarins “spécifiques”.

Pourquoi les territoires ultramarins nécessitent-ils des politiques d’aménagement particulières ?



Document 1 : les conséquences concrètes de l'insularité

Territoire	Statut	Distance à Paris (km)	Temps de vol (heures)
Guadeloupe	DROM	6 750	8 h 30
Martinique	DROM	6 850	8 h 30
Guyane	DROM	7 100	9 h 00
La Réunion	DROM	9 400	11 h 00
Mayotte	DROM	8 000	10 h 00 (via La Réunion)
Polynésie française	COM	15 700	22 h 00 (avec escale)
Nouvelle-Calédonie	COM	16 800	22 h 30 (avec escale)
Saint-Pierre-et-Miquelon	COM	4 200	6 h 00 (avec escale)
Saint-Barthélemy	COM	6 700	8 h 30 (avec escale)
Wallis-et-Futuna	COM	16 000	24 h 00 (avec escale)
TAAF	COM	11 000	N/A (inaccessible en vol commercial)



L'insularité désigne la situation d'un territoire entouré d'eau, souvent éloigné du continent. C'est le cas de la majorité des territoires ultramarins français, comme la Guadeloupe, la Réunion ou Mayotte. Cette spécificité géographique crée plusieurs contraintes majeures pour les habitants et les acteurs du développement local. D'abord, ces territoires sont très dépendants des importations : la majorité des produits alimentaires, de consommation courante ou médicaux doivent être acheminés par bateau ou avion depuis la métropole ou l'étranger. Cette dépendance rend les territoires vulnérables aux retards de livraison et aux fluctuations des prix mondiaux.

Cela entraîne un surcoût de la vie important. À produit égal, les prix peuvent être 30 à 50 % plus élevés que dans l'Hexagone. Ce phénomène touche particulièrement l'alimentation, les produits d'hygiène, ou encore les équipements électroniques, aggravant les inégalités sociales.

L'insularité crée aussi un isolement logistique et numérique. Les transports sont limités en fréquence et en capacité. Le fret aérien ou maritime est coûteux, ce qui freine le développement économique. De plus, l'accès à Internet ou à la téléphonie mobile peut être instable ou plus lent dans certaines îles, en particulier à Wallis-et-Futuna ou Mayotte.

Enfin, les habitants rencontrent souvent des difficultés d'accès aux services essentiels, comme la santé (manque de spécialistes, équipements hospitaliers incomplets), l'enseignement supérieur (peu de filières locales) ou la culture (peu d'infrastructures). Les services publics sont parfois absents dans les zones reculées. Ces contraintes justifient une politique d'aménagement spécifique dans les territoires insulaires, qui doit tenir compte de leur éloignement, de leurs besoins particuliers et de leur vulnérabilité économique et sociale.



Document 2 : les risques naturels dans les DROM et COM

Type de risque	Territoires concernés	Effets principaux	Exemple(s)
Cyclones et tempêtes tropicales	Guadeloupe, Martinique, Réunion, Mayotte	Inondations, glissements de terrain, destruction d'habitations, coupures d'électricité et d'eau	Cyclone Maria (2017) en Martinique et Guadeloupe
Éruptions volcaniques	Réunion (Piton de la Fournaise), Guadeloupe (La Soufrière)	Coulées de lave, gaz toxiques, évacuations de population	Activité régulière du Piton de la Fournaise
Séismes	Guadeloupe, Martinique	Tremblements de terre, dégâts matériels	Séisme de 2004 en Guadeloupe, Plan Séisme Antilles
Montée des eaux et érosion côtière	Mayotte, Wallis-et-Futuna	Menace pour les habitations, les infrastructures, les écosystèmes côtiers	Conséquences du changement climatique en zones littorales
Autres aléas	Guyane, Réunion, Nouvelle-Calédonie	Glissements de terrain, crues, sécheresse	Glissements en Guyane, sécheresse à La Réunion



Document 3 : comparaison socio-économique : DROM vs France métropolitaine

Indicateurs	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Taux de chômage (%)	7,5	17	15	22	18	30
Nombre d'enfants par femme	1,8	2,2	2,1	3,5	2,4	4,5
Revenu moyen annuel par habitant (€)	25 000	19 500	20 300	17 000	19 700	9 500
Taux de pauvreté (%)	14	34	30	44	36	77
Taux de diplômés du supérieur (%)	48	34	35	26	32	12
Prix d'un panier alimentaire moyen	100	125	120	130	122	140

Auteurs : O. Fourrier & IA ChatGPT 4o



Document 4 : la biodiversité des territoires ultra-marins, l'exemple de Saul en Guyane (voir carte page 56)

Auteurs : Fourrier & Lavie

Un Atlas de la biodiversité communale est un inventaire des milieux et espèces présents sur un territoire donné. Il implique l'ensemble des acteurs d'une commune (élus, citoyens, associations, entreprises,...) en faveur de la préservation du patrimoine naturel.

La réalisation de cet inventaire permet de cartographier les enjeux de biodiversité à l'échelle de ce territoire et d'établir un plan d'actions pluriannuel pour préserver la biodiversité.

Plus qu'un simple inventaire naturaliste, un ABC est donc un **outil d'information et d'aide à la décision** pour les collectivités, qui facilite **l'intégration des enjeux de biodiversité** dans leurs démarches d'aménagement et de gestion.

Questions

Document 1

1. Qu'est-ce que l'insularité ? Quelles conséquences cela a-t-il pour les habitants ? (5 points)
2. Pourquoi dit-on que les DROM sont à la fois "périphériques" et "stratégiques" ? (2 points)

Document 2

3. Quels sont les principaux risques naturels auxquels sont confrontés les DROM ? (5 points)
4. Pourquoi ces risques rendent-ils l'aménagement du territoire plus difficile ? (2 points)

Document 3

5. Quelles sont les particularités économiques et sociales des DROM ? (3 points)

Document 4

6. En quoi les territoires ultramarins jouent-ils un rôle clé dans la biodiversité mondiale ? (2 points)
7. Quels types d'aménagements sont nécessaires pour préserver ces milieux ? Cochez les bonnes réponses (1 point)
 - des parcs naturels ou aires marines protégées
 - limiter le bétonnage des côtes
 - encadrer le tourisme
 - développer des infrastructures écologiques (stations d'épuration, énergies renouvelables...)
 - sensibiliser la population à la préservation de l'environnement

Document 1 à 4 - Cochez les bonnes réponses

8. Quels acteurs participent à l'aménagement dans les DROM ? (1 point)
 - L'État (via les ministères et les préfetures)
 - les collectivités locales (régions, départements)
 - l'Union européenne (fonds FEDER)
 - des ONG, des entreprises privées
 - parfois les habitants dans des démarches de co-aménagement
9. En quoi ces documents montrent-ils que les DROM nécessitent une attention particulière ? (1 point)
 - des contraintes naturelles importantes
 - des inégalités économiques et sociales fortes
 - une biodiversité précieuse à protéger
 - un isolement géographique
 - des politiques d'aménagement adaptées et un soutien renforcé de l'État et de l'Europe
10. À votre avis, pourquoi ces territoires sont-ils essentiels pour la France ? (1 point)
 - renforcent la diversité culturelle et naturelle de la France,
 - offrent une ouverture sur le monde,
 - permettent de protéger la biodiversité,
 - assurent une présence française sur tous les continents,
 - et posent des défis concrets en matière d'aménagement durable.

